



Assemblée générale

Cinquante et unième session

96^e séance plénière

Vendredi 18 avril 1997, à 10 heures

New York

Documents officiels

Président : M. Razali (Malaisie)

La séance est ouverte à 10 h 35.

Incendie dans une ville de tentes près de la Mecque

Le Président (*interprétation de l'anglais*) : Ce matin, avant de passer aux points inscrits à notre ordre du jour, je voudrais, au nom de tous les membres de l'Assemblée, présenter notre plus profonde sympathie aux familles affligées des victimes qui ont péri dans un récent incendie dans une ville de tentes près de la Mecque.

Point 119 de l'ordre du jour (*suite*)

Barème des quotes-parts pour la répartition des dépenses de l'Organisation des Nations Unies (Article 19 de la Charte) (A/51/780/Add.5)

Le Président (*interprétation de l'anglais*) : Dans une lettre contenue dans le document A/51/780/Add.5, le Secrétaire général m'informe que depuis la publication de ses communications datées des 21 et 30 janvier et des 4, 12 et 21 mars 1997, l'Azerbaïdjan et l'Ouzbékistan ont effectué les versements nécessaires pour ramener le montant de leurs arriérés en deçà de la limite spécifiée à l'Article 19 de la Charte des Nations Unies.

Puis-je considérer que l'Assemblée générale prend dûment note de cette information?

Il en est ainsi décidé.

Point 8 de l'ordre du jour (*suite*)

Adoption de l'ordre du jour de la cinquante et unième session ordinaire de l'Assemblée générale et organisation des travaux

Demande de réouverture de l'examen du point 18 a) de l'ordre du jour (Nomination de membres du Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires)

Note du Secrétaire général (A/51/101/Add.2)

Le Président (*interprétation de l'anglais*) : Dans sa note contenue dans le document A/51/101/Add.2, le Secrétaire général fait savoir à l'Assemblée générale qu'il a été informé de la démission de M. Wolfgang Stöckl (Allemagne) du siège qu'il occupait au Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires, et que l'Assemblée générale sera donc appelée, à sa présente session, à nommer quelqu'un pour pourvoir ce siège pendant la période du mandat de M. Stöckl qui reste à courir, c'est-à-dire jusqu'au 31 décembre 1998.

Pour que l'Assemblée générale puisse prendre les dispositions nécessaires, il lui faudra rouvrir l'examen du point 18 a) de l'ordre du jour intitulé «Nomination de membres du Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires».

Puis-je considérer que l'Assemblée générale souhaite, sur la proposition du Secrétaire général, rouvrir l'examen du point 18 a) de l'ordre du jour, «Nomination de membres du Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires»?

Il en est ainsi décidé.

Le Président (*interprétation de l'anglais*) : Les représentants savent que cet alinéa a été renvoyé à la Cinquième Commission. Néanmoins, pour permettre à l'Assemblée de traiter sans délai de cet alinéa, puis-je considérer que l'Assemblée accepte de l'examiner directement en séance plénière?

Je ne vois pas d'objection.

Il en est ainsi décidé.

Demande de réouverture de l'examen du point 18 f) de l'ordre du jour (Nomination de membres de la Commission de la Commission de la fonction publique internationale)

Note du Secrétaire général (A/51/106/Add.1)

Le Président (*interprétation de l'anglais*) : Dans sa note contenue dans le document A/51/106/Add.1, le Secrétaire général fait savoir à l'Assemblée générale qu'il a été informé de la démission de M. André Xavier Pirson (Belgique) du siège qu'il occupait à la Commission de la fonction publique internationale, et que l'Assemblée générale sera donc appelée, à sa présente session, à nommer quelqu'un pour pourvoir ce siège pendant la période du mandat de M. André Xavier Pirson qui reste à courir, c'est-à-dire jusqu'au 31 décembre 1998.

Pour que l'Assemblée générale puisse prendre les dispositions nécessaires, il lui faudra rouvrir l'examen du point 18 f) de l'ordre du jour, intitulé «Nomination de membres de la Commission de la fonction publique internationale».

Puis-je considérer que l'Assemblée générale souhaite, sur la proposition du Secrétaire général, rouvrir l'examen du point 18 f) de l'ordre du jour, «Nomination de membres de la Commission de la fonction publique internationale»?

Il en est ainsi décidé.

Le Président (*interprétation de l'anglais*) : Les représentants savent que cet alinéa a été renvoyé à la Cinquième Commission. À nouveau, pour permettre à l'Assemblée de

traiter sans délai de cet alinéa, puis-je considérer que l'Assemblée accepte de l'examiner directement en séance plénière?

Il en est ainsi décidé.

Demande de réouverture de l'examen du point 97 b) de l'ordre du jour (Session extraordinaire consacrée à un examen et une évaluation d'ensemble de la mise en oeuvre d'Action 21)

Note du Président de l'Assemblée générale (A/51/864)

Le Président (*interprétation de l'anglais*) : Les membres se souviendront que dans sa résolution 51/181, adoptée par consensus le 16 décembre 1996, l'Assemblée générale a notamment déclaré qu'elle était consciente du rôle important que les grands groupes, dont les organisations non gouvernementales, avaient joué à la Conférence des Nations Unies sur l'environnement et le développement et dans l'application de ses recommandations, et invité le Président de l'Assemblée, agissant en consultation avec les États Membres, à proposer à ceux-ci des modalités devant permettre à ces grands groupes de prendre effectivement part à sa dix-neuvième session extraordinaire.

Sur la base de ce mandat et à l'issue des consultations que j'ai eues avec des États Membres, j'ai l'honneur de présenter ci-après à l'Assemblée, pour examen, le texte d'un projet de décision que je propose d'examiner au titre du point 97 b) de l'ordre du jour intitulé «Session extraordinaire consacrée à un examen et une évaluation d'ensemble de la mise en oeuvre d'Action 21».

Afin que l'Assemblée générale puisse prendre les mesures requises, il sera nécessaire de reprendre l'examen du point 97 b) de l'ordre du jour.

Puis-je considérer que l'Assemblée générale souhaite, sur ma proposition, reprendre l'examen du point 97 b) de l'ordre du jour, «Session extraordinaire consacrée à un examen et une évaluation d'ensemble de la mise en oeuvre d'Action 21»?

Il en est ainsi décidé.

Le Président (*interprétation de l'anglais*) : Comme les représentants le savent, cet alinéa a été renvoyé à la Deuxième Commission. Néanmoins, étant donné les con-

traintes de temps, puis-je considérer que l'Assemblée accepte d'examiner cet alinéa directement en séance plénière?

Je ne vois pas d'objection.

Il en est ainsi décidé.

Le Président (*interprétation de l'anglais*) : Afin que l'Assemblée puisse se prononcer rapidement sur les alinéas a) et f) du point 18 de l'ordre du jour et sur l'alinéa b) du point 97 de l'ordre du jour, dont l'examen vient d'être repris, je propose que l'Assemblée passe immédiatement à l'examen des alinéas a) et f) du point 18 de l'ordre du jour et de l'alinéa b) du point 97 de l'ordre du jour.

Puisqu'il n'y a pas d'objection, nous allons procéder ainsi.

S'agissant de l'alinéa b) du point 97 de l'ordre du jour, le document A/51/L.70, qui contient le texte du projet de décision annexé au document A/51/864, va maintenant être distribué dans la salle de l'Assemblée générale.

Point 18 de l'ordre du jour (suite)

Nominations aux sièges devenus vacants dans les organes subsidiaires et autres nominations

a) Nomination de membres du Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires

Note du Secrétaire général (A/51/101/Add.2)

Le Président (*interprétation de l'anglais*) : L'Assemblée va maintenant examiner la question de la nomination d'un membre du Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires.

Dans sa note contenue dans le document A/51/101/Add.2, le Secrétaire général informe l'Assemblée générale que le Gouvernement allemand a proposé la candidature de M. Klaus Stein pour pourvoir le siège vacant à la suite de la démission de M. Wolfgang Stöckl, de l'Allemagne.

Puis-je considérer que l'Assemblée souhaite nommer M. Klaus Stein membre du Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires, pour un mandat allant du 18 avril 1997 au 31 décembre 1998?

Il en est ainsi décidé.

Le Président (*interprétation de l'anglais*) : Puis-je également considérer que l'Assemblée générale souhaite clore son examen du point 18 a) de l'ordre du jour?

Il en est ainsi décidé.

f) Nomination de membres de la Commission de la fonction publique internationale

Note du Secrétaire général (A/51/106/Add.1)

Le Président (*interprétation de l'anglais*) : L'Assemblée générale va ensuite examiner la question de la nomination d'un membre de la Commission de la fonction publique internationale.

Dans sa note contenue dans le document A/51/106/Add.1, le Secrétaire général informe l'Assemblée générale que le Gouvernement allemand a proposé la candidature de M. Wolfgang Stöckl au poste devenu vacant à la suite de la démission de M. André Xavier Pirson de la Belgique.

Puis-je considérer que l'Assemblée générale souhaite nommer M. Wolfgang Stöckl membre de la Commission de la fonction publique internationale pour un mandat allant du 18 avril 1997 au 31 décembre 1998?

Il en est ainsi décidé.

Le Président (*interprétation de l'anglais*) : Puis-je considérer que l'Assemblée générale en a ainsi terminé avec l'examen du point 18 f) de l'ordre du jour?

Il en est ainsi décidé.

Point 97 de l'ordre du jour (suite)

Environnement et développement durable

b) Session extraordinaire consacrée à un examen et une évaluation d'ensemble de la mise en oeuvre d'Action 21

Projet de décision (A/51/L.70)

Le Président (*interprétation de l'anglais*) : Étant donné le souhait des membres de traiter rapidement de cette question, je demande à l'Assemblée si elle entend se prononcer immédiatement sur le projet de décision contenu dans le document A/51/L.70. À cet égard, le document

A/51/L.70 n'ayant été distribué que tout récemment, il serait nécessaire de déroger à la disposition pertinente de l'article 78 du règlement intérieur. Néanmoins, je voudrais rappeler aux membres que le texte du projet de décision a été précédemment mis à la disposition des délégations, dans l'annexe au document A/51/864.

La disposition pertinente de l'article 78 se lit comme suit :

«En règle générale, aucune proposition n'est discutée ni mise aux voix à une séance de l'Assemblée générale si le texte n'en a pas été distribué à toutes les délégations au plus tard la veille de la séance».

Je donne maintenant la parole aux délégations qui souhaitent faire des observations à ce stade.

M. Marrero (États-Unis d'Amérique) (*interprétation de l'anglais*) : Monsieur le Président, nous apprécions le travail que vous avez accompli sur cette question, ainsi que le projet de décision très constructif que vous avez proposé. Nous pensons que le projet de décision représente un pas très important dans notre examen du rôle que jouent les organisations non gouvernementales dans le travail de l'Assemblée générale, et dans ce cas particulier, dans les sessions extraordinaires de l'Assemblée générale, et plus spécialement la session extraordinaire consacrée à Action 21. Nous vous remercions également pour le rôle important que vous avez joué pour rendre possible le résultat reflété dans le projet de décision.

Au cours des consultations que vous avez tenues sur cette question, ma délégation a attiré votre attention sur une ambiguïté présente dans le projet de décision que vous avez fait distribuer, et nous avons indiqué que nous examinerions à nouveau le texte et reviendrions vous consulter avec peut-être des suggestions quant à la manière de corriger la difficulté que nous posait le projet de décision. Nous pensons qu'il s'agit d'une question technique; sur le fond, la position de mon gouvernement coïncide avec les vues exprimées au cours des consultations tenues par le Groupe des 77 et les autres délégations.

Par les amendements que je vais suggérer, nous essayons de faire en sorte que le projet de décision reflète ce que nous avons tous cru comprendre eu égard à la qualité de ceux qui seraient invités à prendre la parole à la séance plénière de la session extraordinaire.

En ce qui concerne le texte du projet de décision présenté par le Président, le paragraphe a) du dispositif se lit comme suit :

«Décide que les grands groupes, dont les organisations non gouvernementales, seront invités à participer à la séance plénière de sa dix-neuvième session extraordinaire consacrée à un examen et une évaluation d'ensemble de la mise en oeuvre d'Action 21.»

Le problème que nous pose ce libellé est qu'il donne l'impression ou laisse entendre que les «grands groupes» sont une notion plus générale que celle d'«organisations non gouvernementales» — telles que nous les connaissons — qui sont autorisées à participer aux travaux de l'Organisation des Nations Unies. Il s'agit uniquement de ceux qui ont un statut auprès du Conseil économique et social ou qui figurent sur la liste. Pendant nos discussions, nous-mêmes, le Groupe des 77 et d'autres avions cru comprendre que seules les organisations ayant un statut consultatif auprès du Conseil économique et social ou inscrites sur sa liste seraient invitées à participer. Une fois de plus, le libellé du Président contient une ambiguïté. L'objectif de l'amendement que ma délégation propose est de lever cette ambiguïté afin qu'il soit clairement compris que seuls les organisations non gouvernementales et les représentants des grands groupes qui ont un statut consultatif et sont inscrits sur la liste sont invités à participer.

Cela dit, je voudrais donner lecture des rectifications mineures que nous apporterions au projet de décision, avec votre permission, Monsieur le Président.

Au paragraphe a), les mots «grands groupes,» j'insérerais ceci :

«tels que définis dans Action 21 et représentés par».

Ensuite, on supprimerait les mots «dont» et «non gouvernementales». Après le mot «organisations» on insérerait ce qui suit :

«ayant statut consultatif auprès du Conseil économique et social et figurant sur la liste,».

Le reste du paragraphe, à partir du mot «seront» jusqu'à la fin resterait inchangé. Je vais maintenant donner lecture de ce paragraphe tel qu'il se présenterait :

«Décide que les grands groupes, tels que définis dans Action 21 et représentés par les organisations

ayant un statut consultatif auprès du Conseil économique et social et figurant sur la liste, seront invités à participer, lors de sa dix-neuvième session extraordinaire, au débat qui aura lieu en plénière pour faire un bilan général de l'application d'Action 21.»

Ensuite, au paragraphe b), nous apporterions une modification mineure pour assurer la conformité avec le paragraphe a) tel que révisé. Après «Décide en outre que», on ajouterait «les représentants de ces grands groupes». Ensuite, après «grands groupes», on supprimerait «y compris les organisations non gouvernementales». Le paragraphe se lirait alors :

«Décide en outre que les représentants de ces grands groupes qui ne pourront pas participer lors de sa dix-neuvième session extraordinaire au débat en plénière sur le bilan de l'application d'Action 21 pourront être invités à intervenir devant le Comité ad hoc plénier établi pour cette même session.»

Au paragraphe c), au lieu de «des grands groupes», on dirait «de ces grands groupes» et l'on supprimerait «dont les organisations non gouvernementales». Le paragraphe se lirait alors comme suit :

«Prie le Président de l'Assemblée générale d'inviter les représentants de ces grands groupes à participer à la dix-neuvième session extraordinaire de l'Assemblée générale.»

À la première ligne du paragraphe d), après le mot «participation» on supprimerait le mot «des» pour le remplacer par les mots «de ces» et on supprimerait «dont les organisations non gouvernementales». Le paragraphe se lirait donc comme suit :

«Décide que les dispositions régissant la participation de ces grands groupes à la dix-neuvième session extraordinaire de l'Assemblée générale ne doivent en aucun cas créer un précédent pour d'autres sessions extraordinaires de l'Assemblée.»

J'ai procédé à des consultations avec des représentants des grands groupes et d'autres délégations sur ces propositions d'amendement. Il me semble que l'on comprend bien le but de nos suggestions, et je crois que ces modifications font l'objet d'un certain appui. Je les propose donc à l'Assemblée générale pour examen.

Le Président (*interprétation de l'anglais*) : Le représentant des États-Unis a proposé oralement un amendement

au projet de décision A/51/L.70. Il s'agit de l'amendement suivant et je suis obligé de le répéter :

Le paragraphe a) se lirait,

«Décide que les grands groupes, tels que définis dans Action 21 et représentés par les organisations ayant un statut consultatif auprès du Conseil économique et social et figurant sur la liste, seront invités à participer, lors de sa dix-neuvième session extraordinaire, au débat qui aura lieu en plénière pour faire un bilan général de l'application d'Action 21;»

Le paragraphe b) se lirait,

«Décide en outre que les représentants de ces grands groupes qui ne pourront pas participer lors de sa dix-neuvième session extraordinaire, au débat en plénière sur le bilan de l'application d'Action 21 pourront être invités à intervenir devant le Comité ad hoc plénier établi pour cette même session;»

Le paragraphe c) se lirait :

«Prie le Président de l'Assemblée générale d'inviter les représentants de ces grands groupes à participer à la dix-neuvième session extraordinaire de l'Assemblée générale;»

Le paragraphe d) se lirait :

«Décide que les dispositions régissant la participation de ces grands groupes à la dix-neuvième session extraordinaire de l'Assemblée générale ne doivent en aucun cas créer un précédent pour d'autres sessions extraordinaires de l'Assemblée.»

M. Gorelik (Fédération de Russie) (*interprétation du russe*) : Nous avons écouté avec attention les propositions faites par les États-Unis et dans l'ensemble, nous pensons que ces suggestions constituent un pas dans la bonne direction. Évidemment, nous ne préjugeons pas de la réaction de tous les membres à ces propositions.

Ma délégation voudrait proposer une petite modification au texte qui est en train d'être distribué. À la dernière ligne du paragraphe d), nous proposons de supprimer le mot «extraordinaires». Nous pensons que la raison se comprend aisément. Dans le projet de décision, l'on parle de participation des grands groupes, y compris des organisations non gouvernementales, à la dix-neuvième session extraordinaire de l'Assemblée générale, et nous sommes sensibles

à l'idée exprimée dans ce projet. Mais nous pensons que les dispositions relatives à la participation à la dix-neuvième session extraordinaire de l'Assemblée générale ne doivent en aucun cas créer un précédent pour les futures sessions de l'Assemblée en général.

Le Président (*interprétation de l'anglais*) : Le représentant de la Fédération de Russie a proposé un amendement oral au projet de décision A/51/L.70, et je suis tenu d'en donner lecture. Au paragraphe d), il faut supprimer le mot «extraordinaires», de façon que la fin du paragraphe se lise :

«ne doivent en aucun cas créer un précédent pour d'autres sessions de l'Assemblée».

M. Mwakawago (République-Unie de Tanzanie) (*interprétation de l'anglais*) : Monsieur le Président, j'interviens au nom du Groupe des 77. J'ai pris note des amendements proposés au projet de texte qui vous a été soumis. D'une façon générale, nous y sommes favorables mais il nous serait très difficile d'accepter l'amendement proposé par la Fédération de Russie. À notre avis, ces modalités concernent la session extraordinaire. L'autre question, celle de la représentation, relève du processus de réforme global. Ces exigences concernent la session extraordinaire de juin.

M. Pedroso Cuesta (Cuba) (*interprétation de l'espagnol*) : Ma délégation a écouté avec une vive attention les propositions faites par les différentes délégations. Nous nous associons à la position faite au nom du Groupe des 77. En outre, nous voudrions signaler, en ce qui concerne la proposition de la délégation des États-Unis et compte tenu du fait que nous estimons que les organisations ayant un statut consultatif auprès du Conseil économique et social ou inscrits sur sa liste sont des organisations non gouvernementales, qu'il faudrait peut-être maintenir cette référence aux organisations non gouvernementales au paragraphe a) du dispositif. Ainsi, au lieu de supprimer la phrase, comme proposé par la délégation des États-Unis, nous pourrions dire :

(*L'orateur poursuit en anglais*)

«Décide que les grands groupes, tels que définis dans Action 21 et représentés par des organisations non gouvernementales ayant un statut consultatif auprès du Conseil économique et social...»

M. Marrero (États-Unis d'Amérique) (*interprétation de l'anglais*) : Lorsque j'ai donné lecture de nos propositions pour le paragraphe d), j'ai omis une référence que nous voulions inclure afin de le mettre en concordance avec le

libellé des autres paragraphes. Avant le mot «ces», il faudrait insérer «représentants de», pour le faire concorder avec les trois paragraphes précédents. Il se lirait donc :

«la participation des représentants de ces grands groupes».

Les propositions de nos collègues de la Fédération de Russie et de Cuba ne nous posent aucun problème.

M. Humenny (Ukraine) (*interprétation de l'anglais*) : Nous ne voulons pas nous inscrire en faux contre cette question. En résumé, nous appuierons les propositions des États-Unis, telles qu'amendées par Cuba, et celle de la Fédération de Russie. En outre, ma délégation voudrait proposer que l'on ajoute après «sessions de l'Assemblée», à la fin du paragraphe d), les mots :

«et les sessions de ses grandes commissions».

Le Président (*interprétation de l'anglais*) : Beaucoup d'efforts sont faits pour décloisonner les paragraphes, et nous pourrions avoir des difficultés à les remettre ensemble.

M. Mwakawago (République-Unie de Tanzanie) (*interprétation de l'anglais*) : Je prends à nouveau la parole au nom du Groupe des 77. J'avais noté que le Groupe des 77 aurait des difficultés à supprimer le mot «extraordinaires» au paragraphe d). Nous accepterons les autres amendements, y compris la référence aux organisations non gouvernementales ayant un statut consultatif auprès du Conseil économique et social. Toutefois, supprimer le mot «extraordinaires» au paragraphe d) pourrait créer des problèmes.

Mme De Jong (Pays-Bas) (*interprétation de l'anglais*) : Je prends la parole au nom de l'Union européenne. À l'origine, nous étions tout à fait satisfaits du texte tel qu'il était. Nous pouvons nous satisfaire du texte amendé proposé par les États-Unis, tel qu'amendé par la suite par Cuba. La suppression du mot «extraordinaires» au paragraphe d) ne nous pose aucun problème particulier, même s'il ressort très clairement de son titre que ce projet de décision ne porte que sur la dix-neuvième session extraordinaire. Mais nous pouvons nous satisfaire du texte proposé par les États-Unis, tel qu'amendé par la Fédération de Russie et par Cuba.

M. Ito (Japon) (*interprétation de l'anglais*) : Ma délégation était certes satisfaite du texte original tel que vous l'aviez proposé, Monsieur le Président, mais en même temps, les amendements proposés par notre collègue des États-Unis, puis amendé par Cuba ne nous posent aucun problème. Mais s'agissant de la proposition de notre collè-

gue de la Fédération de Russie visant à supprimer dans le paragraphe d) le mot «extraordinaires», je préférerais appuyer le point de vue présenté par notre collègue du Groupe des 77.

Le Président (*interprétation de l'anglais*) : Mon impression est qu'il serait possible de recueillir un appui unanime sur la base des amendements proposés par les États-Unis et Cuba. Je ne voudrais pas être discriminatoire, mais j'aimerais proposer que l'Assemblée accepte d'appuyer les amendements proposés par les États-Unis et Cuba, car je constate que ces amendements jouissent d'un certain appui. Les propositions de la Fédération de Russie et de l'Ukraine concernant la reformulation du paragraphe d) n'ont pas recueilli l'appui immédiat de certaines parties, et j'espère que la Fédération de Russie et l'Ukraine pourront adhérer à ce qui s'avère être une position de consensus.

Je ne pense pas que l'une quelconque des parties concernées verrait un inconvénient majeur à accepter le texte tel qu'amendé. J'ai proposé ma propre formulation, et certains membres ont proposé une nouvelle formulation de certains de ses aspects. Je pense que nous disposons d'un texte acceptable pour tous.

M. Gorelik (Fédération de Russie) (*interprétation du russe*) : Ce n'est un secret pour personne, Monsieur le Président, que ma délégation a accueilli votre texte avec satisfaction dès le début. Notre intention était de clarifier davantage ce texte, ce que visait notre suggestion de supprimer le mot «extraordinaires» du paragraphe d). Nous continuons de penser que l'adoption de ce projet de décision ne doit pas créer un précédent pour d'autres sessions de l'Assemblée générale, et le texte doit faire clairement ressortir que le projet de décision porte spécifiquement sur la dix-neuvième session extraordinaire de l'Assemblée générale.

Nous regrettons qu'un certain nombre de délégations ne partagent pas notre point de vue sur cette question. Il est clair que deux opinions au moins se manifestent dans cette salle ce matin. Nous sommes disposés à rechercher un compromis, et je vous demande, Monsieur le Président, de suspendre brièvement la séance pour permettre aux délégations intéressées de se concerter rapidement.

Le Président (*interprétation de l'anglais*) : Comme les membres le savent, je préfère en règle générale procéder avec diligence pour faire aboutir rapidement le débat. Mais la délégation de la Fédération de Russie a exprimé le souhait d'avoir la possibilité de se consulter avec d'autres

délégations. Je vais donc suspendre la séance pour 10 minutes afin de permettre aux délégations de discuter de cette question dans la salle de l'Assemblée générale.

La séance, suspendue à 11 h 25, est reprise à 11 h 40.

Le Président (*interprétation de l'anglais*) : Conformément à l'article 90 du règlement intérieur, l'Assemblée va d'abord se prononcer sur les amendements présentés par les représentants des États-Unis et de Cuba.

Je donne la parole au représentant de la Fédération de Russie pour une motion d'ordre.

M. Gorelik (Fédération de Russie) (*interprétation du russe*) : Monsieur le Président, je voudrais vous demander une nouvelle fois, à l'intention de toute la salle, de nous donner lecture du projet de décision tel qu'amendé par les propositions des États-Unis et de Cuba.

Le Président (*interprétation de l'anglais*) : Le préambule reste inchangé. Les paragraphes du dispositif se lisent comme suit :

a) Décide que les grands groupes, tels que définis dans Action 21 et représentés par les organisations non gouvernementales ayant un statut consultatif auprès du Conseil économique et social et figurant sur la liste, seront invités à participer, lors de sa dix-neuvième session extraordinaire, au débat qui aura lieu en plénière pour faire un bilan général de l'application d'Action 21;

b) Décide en outre que les représentants de ces grands groupes qui ne pourront pas participer lors de sa dix-neuvième session extraordinaire, au débat en plénière sur le bilan de l'application d'Action 21 pourront être invités à intervenir devant le Comité ad hoc plénier établi pour cette même session;

c) Prie le Président de l'Assemblée générale d'inviter les représentants de ces grands groupes à participer à la dix-neuvième session extraordinaire de l'Assemblée générale;

d) Décide que les dispositions régissant la participation des représentants de ces grands groupes à la dix-neuvième session extraordinaire de l'Assemblée générale ne doivent en aucun cas créer un précédent pour d'autres sessions extraordinaires de l'Assemblée.»

Puis-je considérer que l'Assemblée souhaite adopter les amendements oraux présentés par les représentants des États-Unis et de Cuba?

Il en est ainsi décidé.

Le Président (*interprétation de l'anglais*) : Puisque les amendements oraux présentés par les représentants des États-Unis et de Cuba ont été adoptés, nous allons maintenant nous prononcer sur le projet de décision A/51/L.70 tel qu'oralement amendé.

Je donne la parole au représentant de la Fédération de Russie.

M. Gorelik (Fédération de Russie) (*interprétation du russe*) : Après les consultations qui viennent de se dérouler dans cette salle, je voudrais faire savoir qu'afin de préserver le consensus, la Fédération de Russie appuie l'adoption du projet de décision dont nous sommes saisis. Nous regrettons que notre proposition n'ait pas été appuyée. Nous estimons, néanmoins, que les dispositions contenues dans le projet de décision relatives aux organisations non gouvernementales et à leur participation aux plénières de l'Assemblée générale lors de sa dix-neuvième session extraordinaire ne créent aucun précédent pour d'autres sessions de l'Assemblée.

Le Président (*interprétation de l'anglais*) : Puis-je considérer que l'Assemblée générale décide d'adopter le projet de décision A/51/L.70 tel qu'oralement amendé?

Le projet de décision A/51/L.70 est adopté.

Le Président (*interprétation de l'anglais*) : Les membres se rappelleront que lors des consultations que j'ai tenues conformément à la résolution 51/181 de l'Assemblée générale, les États Membres ont admis que je choisirais des organisations non gouvernementales représentatives des grands groupes tels qu'identifiés dans l'action 21, pour participer à la dix-neuvième session extraordinaire de l'Assemblée générale conformément à certains critères. Ces critères sont les suivants : les organisations non gouvernementales devraient avoir un statut consultatif auprès du Conseil économique et social, figurer sur la liste et avoir fait preuve de leur attachement et de leur participation à la mise en oeuvre de l'action 21; il devrait y avoir une répartition géographique équitable; il devrait y avoir un équilibre entre les sexes; et la session devrait avoir lieu au plus haut niveau.

Ces grands groupes ont des mécanismes d'organisation et de sélection autonomes. Je me concerterai avec ces

différents mécanismes de coordination et je ferai une sélection fondée sur leurs recommandations.

La participation des grands groupes à la dix-neuvième session extraordinaire de l'Assemblée générale est conforme au paragraphe 3 de la résolution 51/181 de l'Assemblée générale dans laquelle l'Assemblée reconnaît notamment la nécessité de leur participation effective aux préparatifs de la session extraordinaire, ainsi que la nécessité de prendre les dispositions appropriées, compte tenu de la pratique établie et de l'expérience acquise à la Conférence des Nations Unies sur l'environnement et le développement pour qu'ils puissent apporter leur contribution de fond et participer activement aux réunions préparatoires ainsi qu'à la session extraordinaire.

Nous avons ainsi achevé la phase actuelle de l'examen du point 97 b) de l'ordre du jour.

Point 19 de l'ordre du jour

Application de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux

Lettre d'Antigua-et-Barbuda (A/51/843)

Le Président (*interprétation de l'anglais*) : Dans une lettre, contenue dans le document A/51/843, le représentant permanent d'Antigua-et-Barbuda auprès de l'Organisation des Nations Unies m'informe que le Gouvernement d'Antigua-et-Barbuda souhaite devenir membre du Comité spécial chargé d'étudier la situation en ce qui concerne l'application de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux. Comme les membres le savent, conformément à la résolution 1654 (XVI) de l'Assemblée générale du 27 novembre 1961, la candidature des membres du Comité spécial est proposée par le Président de l'Assemblée générale.

Après consultations avec les groupes régionaux, j'ai proposé de nommer Antigua-et-Barbuda membre du Comité spécial chargé d'étudier la situation en ce qui concerne l'application de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux.

Puis-je considérer que l'Assemblée prend note de cette proposition?

Il en est ainsi décidé.

Le Président (*interprétation de l'anglais*) : L'Assemblée générale a ainsi achevé la phase actuelle de l'examen du point 19 de l'ordre du jour.

La séance est levée à 11 h 50.